

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance

BULLETIN

323, RUE CHAPEL · OTTAWA, ON K1N 7Z2
Téléphone : 613-594-3196 · Télécopieur: 613-594-9375
ccaac@istar.ca · www.childcareadvocacy.ca

**PRINTEMPS
2005**

Message de la présidente

Les pierres d'assise d'un bon système de garde à l'enfance, voilà ce que nous voulons.

Comme nous nous apprêtons à mettre ce bulletin sous presse, les grands titres des quotidiens spéculent sur les probabilités d'une élection printanière. De plus, on parle de l'annonce éminente par le gouvernement fédéral de la conclusion d'une entente avec les provinces et territoires sur les services de garde. Lorsque nos lectrices et lecteurs recevront ce bulletin, il est fort possible que la conjoncture politique soit très différente de celle d'aujourd'hui (visitez notre site Web – www.childcareadvocacy.ca – pour les nouvelles les plus récentes si jamais il y a déclenchement d'élections). Pour l'instant, le budget fédéral nous a consenti une avance de cinq milliards sur cinq ans pour les services de garde, mais il nous manque le nécessaire pour bâtir un système capable d'assurer à tous les enfants au Canada une chance égale pour bien démarrer dans la vie, soit une entente en matière de services de garde qui soit assortie de mesures de reddition de comptes concrètes, de politiques bien réfléchies et de plans de mise en œuvre précis.

Notre stratégie au cours des six prochains mois comportera les éléments suivants :

- Réclamer du gouvernement fédéral qu'il conclue une entente avec les gouvernements provinciaux et territoriaux fondée sur les quatre pierres d'assise suivantes : financement suffisant, mécanismes éprouvés de reddition de comptes, législation en matière de services de garde et développement (expansion) limité au seul secteur sans but lucratif (SBL).
- Insister pour que les provinces et territoires se plient à des conditions et mesures de reddition de comptes pour accéder aux crédits fédéraux et faire pression pour l'introduction d'une loi sur les services de garde et un engagement de financement au-delà de cinq ans (Cf. l'analyse du budget fédéral réalisé par l'ACPSGE au www.childcareadvocacy.ca/resources/pdf/budget_federal_promesse.pdf).
- Planifier une tournée pancanadienne en mai en compagnie d'une représentante de l'organisme australien *National Association of Community Based Children's Services* afin

de mettre en lumière l'expérience de ce pays en ce qui a trait aux garderies commerciales et au système d'agrément.

- Planifier des rencontres dans les provinces de l'Atlantique avec les diverses coalitions de services de garde et la communauté, ainsi qu'avec des ministres et fonctionnaires responsables des services de garde.
- Mettre en relief l'importance des services de garde pour les femmes lors de la marche en faveur de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité (un volet de la Marche mondiale des femmes) qui se déroulera dans diverses régions du Canada en mai prochain.

Succès de campagne.

Depuis le lancement de la campagne *Bâtir l'avenir dès les premiers pas* à la conférence sur les services de garde de Winnipeg en novembre dernier, des militantes et militants d'un bout à l'autre du pays travaillent sans répit, font des pressions politiques, se mobilisent et inondent les bureaux des élus et élues de cartes postales, de blocs de construction et de lettres. Grâce à ces efforts, notre message est demeuré au centre et à l'avant plan de la scène publique. Nous avons influencé les débats par des actions politiques et des stratégies de communication bien orchestrées. Notamment, nous étions sur place à Vancouver pour surveiller les pourparlers sur les services de garde et avons créé une activité médiatique pour distribuer des blocs de construction aux ministres concernés. Nous avons également exercé des pressions politiques pour que le budget fédéral tienne les promesses du gouvernement à l'égard des services de garde. Durant toute cette période, la couverture médiatique (journaux, radio et télévision) autour de nos actions a été considérable.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans les efforts concertés des membres de notre conseil d'administration et du conseil des défenseurs des services de garde et de nos nombreux alliés : syndicats, groupes de femmes, organisations de personnes ayant des limitations fonctionnelles, organismes de justice sociale et de lutte contre la pauvreté et mouvement étudiant. Un merci très sincère aux organismes et syndicats qui ont contribué financièrement à la campagne.

Bienvenue Monica!

C'est avec beaucoup de plaisir que nous souhaitons la bienvenue à **Monica Lysack**, nouvelle directrice générale de l'ACPSGE. Monica nous arrive de Regina, Saskatchewan où elle travaillait pour le gouvernement à la Direction des politiques en matière de services de garde et siégeait au groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur le développement de la petite enfance. Sa carrière en services de garde a débuté comme éducatrice en garderie SBL puis comme directrice de garderie en milieu syndiqué et non syndiqué. Elle a aussi été enseignante au postsecondaire dans les programmes autochtones et non autochtones d'études en petite enfance. C'est durant la période la plus intense de la campagne *Bâtir l'avenir dès les premiers pas* que Monica s'est joint à notre organisation à titre de directrice par intérim. Elle a relevé ce formidable défi avec enthousiasme et compétence. L'ACPSGE s'estime très privilégiée de pouvoir compter sur les services d'une directrice générale dotée d'une telle expérience. Son expertise contribuera sans aucun doute à faire progresser le dossier des services de garde au pays.

Tu nous manqueras Maryann!

C'est très difficile de devoir dire au revoir à **Maryann Bird**, directrice générale de l'ACPSGE depuis cinq ans. Elle a été le fer de lance de notre organisation durant cette période si cruciale, excitante et stimulante pour les services de garde et leurs défenseurs. Son rôle a été déterminant dans l'affirmation au cours des dernières années de la place de plus en plus importante occupée par l'ACPSGE en tant qu'organisme visible, représentatif et influant au sein du secteur des services de garde. Nous avons été très fortunées de pouvoir bénéficier de ses conseils stratégiques, de son engagement sans bornes pour les services de garde et de ses multiples talents. Nous lui souhaitons tout ce qu'il y a de mieux dans cette nouvelle étape de sa vie en Colombie-Britannique en tant que consultante. En espérant qu'elle trouvera aussi le temps de relaxer! Nous savons qu'elle continuera d'être à nos côtés aux premiers rangs dans notre lutte en faveur des services de garde.

D'autres changements.

Au cours des derniers mois, nous avons également vu partir quelques membres exceptionnels de notre conseil d'administration – des militantes engagées qui ont fourni du soutien et procuré un solide leadership à l'ACPSGE :

- **Lynell Anderson**, représentante de la C.-B., aujourd'hui directrice de l'initiative *Établir des liens*.

- **Cheryl DeGras**, représentante de l'Ontario, coprésidente de la *Ontario Coalition for Better Child Care* (OCBCC), anciennement sa D.G.

Nous en profitons aussi pour souhaiter la bienvenue à deux nouveaux membres tout aussi engagés et accomplis :

- **Sharon Gregson** de la *Coalition of Child Care Advocates of BC*.
- **Kira Heineck**, directrice générale de la OCBCC.

D'autres nouvelles importantes.

L'initiative *Établir des liens* (voir l'encadré) fonctionne à fond de train. Nous avons écrit à tous les ministres provinciaux et territoriaux responsables des services de garde et quelques réponses enthousiastes nous sont parvenues. Un comité de direction a été mis sur pied. Il est composé de représentantes régionales provenant de divers secteurs et servira à conseiller et soutenir les travaux de l'initiative. Nous avons également mis en place un groupe-conseil pour fournir de l'expertise et des conseils techniques.

Condition féminine Canada vient tout juste d'approuver le financement sur trois ans d'une initiative visant l'élaboration de politiques en matière de services de garde favorables à l'égalité des femmes et capables de répondre à leurs besoins tout en répondant à ceux des enfants, des familles et de la société dans son ensemble. L'initiative vise également à renforcer les capacités des femmes à revendiquer en faveur des services de garde et à porter les dossiers de l'initiative *Établir des liens : Services de garde et justice sociale* et de l'initiative *Comprendre et résoudre la crise des services de garde*. Cette dernière initiative a été à l'origine de la publication de notre document stratégique *Stratégie en matière de services de garde à l'enfance – cadre d'action proposé*, qui sert de fondement à beaucoup de nos activités.

~ Debra Mayer, Présidente de l'ACPSGE

www.childcareadvocacy.ca

Si vous n'avez pas visité notre site Web dernièrement, faites-le vite! Une mise à jour est faite à chaque semaine pour vous tenir au courant des dernières nouvelles en matière de services de garde.

Les provinces en bref.

Depuis la parution de notre dernier bulletin, quatre coalitions provinciales de services de garde ont vu le jour ou sont nées de leurs cendres à Terre-Neuve et Labrador, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan. Manifestement, l'action militante est bien vivante au Canada!

À la dernière rencontre du conseil des défenseurs des services de garde, des représentantes et représentants ont parlé des événements nouveaux dans leur région ou secteur. En voici les faits saillants (veuillez prendre note que certaines représentantes étaient absentes ou que les personnes n'ont pas toutes déposé un rapport).

- **Terre-Neuve et Labrador.** Dans le dernier budget provincial, le seuil d'admissibilité des familles à faible revenu ayant besoin de services de garde est passé de 13 800 \$ à 20 280 \$ pour l'année 2005; il devrait atteindre 22 080 \$. La coalition nouvellement créée a recueilli quelque 600 signatures en appui à la campagne *Bâtir l'avenir dès les premiers pas*.
- **Nouvelle-Écosse.** Les garderies pourraient faire face à une diminution de leur financement à un moment où elles travaillent à l'amélioration de la qualité de leurs services et cela, parce que les subventions consenties sont basées sur des ratios enfants-adultes minimum. La coalition des directrices de garderies SBL de la Nouvelle-Écosse, l'association des directrices de garderies SBL (région du centre) et un comité oeuvrant à la création d'une coalition des amis des services de garde SBL travaillent à faire de la promotion et de l'éducation populaire entourant la question des services de garde SBL.
- **Nouveau-Brunswick.** Les militantes et militants dans cette province ont envoyé plus de 1 600 lettres à leur ministre responsable des services de garde dans le cadre de la campagne *Bâtir l'avenir dès les premiers pas*. L'organisme *Parents for Quality Care* se mobilise à nouveau. Cette coalition a participé aux consultations prébudgétaires sur les services destinés aux familles. Elle a tissé des liens avec la coalition provinciale en faveur de l'équité salariale. Et elle poursuit son travail en collaboration avec le Comité consultatif sur le statut de la femme du Nouveau-Brunswick.
- **Québec.** Bonnes nouvelles : la province compte 185 000 places à sept dollars par jour et on s'attend à une augmentation de 10 000 à 12 000 places d'ici la fin de 2006. Aussi, une coalition a été mise sur pied pour défendre la politique familiale contre les attaques du gouvernement provincial. Mauvaises nouvelles : le gouvernement provincial ampute de 60 millions de dollars le budget des centres de la petite enfance (services de garde SBL) et la chaîne

commerciale de garderies Kinderville a ouvert plus d'une douzaine de garderies dans la province.

- **Ontario.** Le programme destiné aux enfants et connu sous le nom de *Meilleur départ* comporte de nombreuses lacunes. En effet, il s'agit toujours d'un modèle utilisateur-payeur fondé sur le principe des subventions; il perpétue une approche fragmentée en matière de services de garde; il ne répond pas aux besoins des enfants âgés de 0 à 3 ans et de 6 à 12 ans; il ne protège pas contre l'expansion des garderies commerciales; et il ne comprend pas de plan de dotation de personnel ni d'engagement de la part de la province à investir dans le domaine de nouveaux fonds publics. La *Ontario Coalition for Better Child Care* a sensibilisé la population et le secteur à la nécessité d'agir pour inciter le gouvernement à jeter les bases d'un bon système dès le départ. Elle a organisé un lobby de tous les députés provinciaux en avril dernier.
- **Manitoba.** Le gouvernement déclare qu'il affectera tous les crédits provenant du gouvernement fédéral (fonds en fiducie) à des services de garde réglementés. Les militantes et militants ont l'impression que le gouvernement a la ferme intention de développer un véritable système de services de garde et d'employer les crédits fédéraux à cette fin. Toutefois, on est déçu du faible niveau d'investissement fédéral les première et deuxième années. La province sera forcée d'avancer à petits pas tandis que tout le monde est prêt à courir. La *Manitoba Child Care Association* a fait des personnes, des services de garde et des places la priorité de ses recommandations au gouvernement. Le Syndicat des employés généraux du secteur public du Manitoba a remis au moins 10 000 cartes postales signées au gouvernement provincial rappelant le sort réservé aux éducatrices en petite enfance et les changements urgents à apporter au système de services de garde.
- **Saskatchewan.** La nouvelle coalition en faveur du développement de l'enfance et des services de garde « servira de forum pour élaborer un plan d'action communautaire assorti d'échéanciers et d'objectifs et visant à transformer l'ensemble bigarré de services et de programmes actuels en un système de services de garde véritablement intégré ». La coalition regroupe des parents, des éducatrices en petite enfance, des organismes communautaires, des syndicats, des organisations autochtones et d'autres groupes et personnes qui appuient le développement d'un système de services de garde de bonne qualité dans la province.

- **Alberta.** Quelque 250 demandes provenant des 587 garderies et agences de garde en milieu familial de la province ont été acheminées dans le but d'amorcer une démarche officielle d'agrément. Le but du programme d'agrément est de déterminer des normes de qualité et de reconnaître les progrès réalisés en termes de services de garde. Il s'agit du premier programme d'agrément en services de garde au Canada.
- **Colombie-Britannique.** Les militantes et militants dans cette province sont au beau milieu d'une campagne électorale cruciale. Les compressions dans les services de garde ont cessées pour le moment mais, faute d'un plan gouvernemental, la province semble favoriser l'expansion d'un réseau de services de garde sous réglementés et exempts de permis. La coalition s'emploie à faire sortir le vote des supporters des services de garde le 17 mai prochain, à fournir aux militantes et militants des outils en vue de l'élection et à renforcer les liens avec le mouvement de la justice sociale.
- **Voix de parents.** Grâce à l'initiative *Voix de parents*, un certain nombre de parents continuent d'échanger avec d'autres parents dans leurs régions respectives. Ces parents transmettent un message prônant des services de garde universels, de bonne qualité, accessibles, abordables et inclusifs dans des rencontres avec des groupes et représentants gouvernementaux, par leur engagement dans diverses campagnes et actions militantes, dans des entrevues avec les médias et dans des lettres ouvertes aux journaux.
- **Rural Voices.** L'organisme a lancé un document de discussion national pour consolider la voix et renforcer la participation de citoyennes et citoyens vivant dans des collectivités rurales, éloignées et nordiques dans l'élaboration d'une stratégie pancanadienne en matière de services de garde à l'enfance. Le processus de consultation s'est articulé autour de rétroaction par courriel et télécopieur, de téléseminaires et d'une enquête par Internet.
- **Association canadienne pour l'intégration communautaire.** Cet organisme revendique activement afin que l'inclusion soit un principe significatif à la base du développement du système de services de garde au Canada et non pas simplement un vœu pieux. L'association a écrit au ministre Dryden et a publié un communiqué de presse portant sur les mécanismes requis pour assurer l'élaboration et le financement d'une stratégie véritablement inclusive.
- **Congrès du travail du Canada.** La campagne de cartes postales envoyées au Premier ministre pour la journée internationale des femmes portait sur la nécessité d'instaurer un système de services de garde à l'enfance de qualité. Le CTC a également travaillé avec les conseils et fédérations de travail afin de faire des pressions politiques sur les députés fédéraux et provinciaux en rapport avec les services de garde. Le Syndicat canadien de la fonction publique a lancé un site Web axé sur l'action – www.buildchildcare.ca – et a sollicité un avis juridique sur les dangers de laisser les chaînes commerciales de garderies établir leurs pénates au Canada.

L'assemblée générale annuelle de 2005 est reportée.

Joignez-vous à nous!

L'AGA 2005 de l'ACPSGE qui devait avoir lieu le vendredi 24 juin se tiendra plutôt le vendredi 30 septembre à l'hôtel Les Suites (Byward Room) au 130 de la rue Besserer à Ottawa. L'AGA sera suivie d'une réunion du conseil d'administration et du conseil des défenseurs des services de garde le samedi 1^{er} octobre dans les bureaux de Bénévoles Canada au 330 de la rue Gilmour.

Ajoutez votre voix à la nôtre : devenez membre de l'ACPSGE

Ajoutez votre voix à la nôtre et devenez membre dès aujourd'hui de l'ACPSGE pour appuyer et renforcer notre message à propos de la nécessité d'instaurer un système universel, accessible et inclusif de services de garde de qualité au Canada. Visitez le www.childcareadvocacy.ca/about/memform.html.

En tant que membre, saviez-vous que vous pouvez transmettre un courriel à info@childcareadvocacy.ca pour demander de recevoir notre résumé quotidien de nouvelles sur les services de garde et ainsi, lire les articles les plus récents sur le sujet?

Le financement accordé à l'ACPSGE pour soutenir ses activités provient de Condition féminine Canada (Programme de promotion de la femme) et du Programme de partenariats pour le développement social du gouvernement fédéral.

Politique en matière de services de garde : Établir des liens

L'initiative la plus récente de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance *Établir des liens* vise à aider les collectivités et les gouvernements provinciaux et territoriaux à mieux comprendre et analyser les politiques en matière de développement de la petite enfance et de services de garde et leurs modes de financement.

« L'objectif global de cette initiative est de promouvoir partout au Canada le développement fondé sur les résultats de services de garde de qualité » a dit sa directrice, Lynell Anderson. « Il vise également à améliorer la reddition de comptes publics, la transparence et notre compréhension et analyse du financement public consenti aux services de garde ».

Madame Anderson est comptable générale agréée (CGA) en Colombie-Britannique et militante en faveur des services de garde. Elle intervient depuis plus de vingt ans auprès de groupes communautaires, du gouvernement et du secteur privé. Elle a acquis, au fil de ces années, une expertise spécifique dans le domaine du financement et de l'élaboration de politiques en matière de services de garde.

Ses tâches consisteront notamment à compiler des données publiques de base sur le développement de la petite enfance et les services de garde, à élaborer une matrice d'analyse et à produire d'autres outils et ressources – par exemple des rapports vulgarisateurs de facture comparable lorsque possible – pour renforcer les capacités des intervenants gouvernementaux et communautaires .

Établir des liens s'intéressera à l'évolution des politiques et des programmes de financement en matière de services de garde en vertu de l'Entente sur le développement de la petite enfance (DPE), de l'entente-cadre multilatérale sur l'apprentissage des jeunes enfants et la garde d'enfants et de tout nouvel accord portant sur les services de garde que concluront les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. La directrice générale de l'ACPSGE, Monica Lysack, qui a fait partie du groupe de travail FPT ayant travaillé à l'élaboration des normes relatives aux rapports sur les ententes DPE et multilatérale, contribuera aussi de son expertise à l'initiative.

Établir des liens vient renforcer la longue tradition de collaboration de l'ACPSGE avec des organismes de toutes les régions du pays militant en faveur des services de garde. L'initiative servira également à appuyer le travail de l'association auprès des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à ce moment critique de l'élaboration d'une politique pancanadienne en matière de services de garde.

Établir des liens est financé par le Programme de partenariats pour le développement social du gouvernement fédéral.

* Le Québec ne participe pas à cette initiative.